

REPONSE D'ENGIE

PRINCIPES GENERAUX DE CALCUL DE LA CONTRIBUTION VERSEE AU MAITRE D'OUVRAGE DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT AUX RESEAUX PUBLICS D'ELECTRICITE ET SUR LES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DE RACCORDEMENT A CES RESEAUX

3.3 Projet d'arrêté relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production ou de consommation d'énergie électrique

Projet d'arrêté relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production ou de consommation d'énergie électrique

Question 9 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la modification des prescriptions techniques de raccordement ?

Article 1^{er}

L'article 9 de l'arrêté du 23 avril 2008 susvisé est remplacé par les dispositions qui suivent :

« Art. 9. – Les installations de production raccordées en basse tension peuvent participer au réglage de la tension par l'absorption de puissance réactive.

ENGIE est favorable aux évolutions qui visent à améliorer l'intégration des ENR, **pour autant qu'il soit démontré dans une étude détaillée que les évolutions proposées sont proportionnées** aux phénomènes rencontrés sur le réseau, permettant de bien objectiver l'impact des mesures proposées.

Les dispositions de l'arrêté auraient pour but d'éviter des coûts de renforcements et de permettre le développement d'une production décentralisée sans impact pour le consommateur.

L'absorption de réactif répond à une contrainte de tension haute sur les réseaux. En revanche, **le phénomène de tension basse** n'est pas pris en compte, et il pourrait être opportun **de prévoir également** la production de réactif par les installations.

La mise en place d'une régulation de tension des installations ENR BT, destinée à maintenir la tension du point de raccordement et ainsi participer au réglage de la tension du réseau, **renforcerait la stabilité du réseau au plus près de la consommation et de la production.**

ENGIE précise que chaque installation ENR devrait être indépendante et autonome pour la gestion du point de tension au point de raccordement. **Ce système présente l'avantage de ne pas avoir besoin de mettre en place une consigne en dynamique.** Dès lors, aucune action ne serait nécessaire de la part du gestionnaire de réseau, le système régule une plage de tension à son point de raccordement (simple et efficace pour les petites puissances).

Si les conditions étaient réunies, ENGIE serait favorable à la mise en place de la régulation de tension pour les réseaux de distribution. Le producteur fournirait de fait un service système de contrôle de la tension. **ENGIE estime qu'un tel système doit être rémunéré** par le gestionnaire de réseau en charge du contrôle de la qualité de l'onde de tension.

En effet, les coûts d'investissements et de maintenance doivent être couverts pour le niveau de service rendu ce qui est le cas de la production centralisée et du réseau de transport.

Par ailleurs, ce type de service serait nettement plus efficace s'il était associé à un stockage d'énergie. En effet, le service système à la tension pourrait être associé à **un service à la fréquence** (réserve), afin de soutenir le système électrique en hiver, notamment pendant périodes de consommation de pointe (stockage d'une partie de l'énergie la journée et restitution à la pointe du soir par exemple).

ENGIE rappelle par ailleurs que les codes Rfg, en cours d'implémentation, définissent des exigences applicables au raccordement des installations de production au réseau d'électricité et qu'ils doivent donc être mis en cohérence avec les textes réglementaires une fois modifiés.

Par exemple, **les installations raccordées en basse tension** devraient être remplacées **par le type et donc le niveau de seuil de puissance concerné.**

ENGIE accueille favorablement la proposition de la CRE, pour autant que le besoin soit clairement démontré. ENGIE estime qu'un tel service doit être rémunéré de manière à établir un schéma identique à celui existant (usuellement pratiqué pour la production centralisée historique).

ENGIE souhaite la prise en compte du classement des installations par type (niveau de puissance), source d'énergie, et distinction synchrone/non-synchrone.

ENGIE souhaite qu'une réflexion soit lancée pour étendre les services réseau au service système de fréquence.

Article 4

I. – Le I de l'article 17 de l'arrêté du 23 avril 2008 susvisé est intégralement remplacé par les dispositions qui suivent :

*« Art. 17. – Si l'installation de production est raccordée au réseau public de distribution HTA (avec une Pmax comprise entre **250 kVA et 12 MW**), le producteur doit, conformément aux préconisations détaillées dans la documentation technique de référence du gestionnaire de ce réseau et selon des modalités précisées dans les conventions de raccordement et d'exploitation :*

- relier l'installation de production au centre de conduite du gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, dans le but d'échanger des informations et des demandes d'action d'exploitation relatives notamment à la gestion des puissances active et réactive de l'installation de production, de ses connexions et déconnexions du réseau public de distribution d'électricité et de la valeur de la tension au point de livraison. Les informations et demandes d'action précitées sont précisées dans les conventions de raccordement et d'exploitation ;

- communiquer au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité le programme de fonctionnement de l'installation de production ; le contenu de ce programme, sa fréquence de mise à jour et le préavis avec lequel ces informations sont transmises au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité sont déterminés par accord entre les deux parties et sont mentionnés dans la convention d'exploitation.

« Le gestionnaire de réseau public de distribution doit publier dans sa documentation technique de référence l'ensemble des spécifications, normes et standards des interfaces d'échange d'informations, auxquels un dispositif d'échange d'informations et d'exploitation relié à une telle installation de production doit se conformer. Il permet alors à des tiers certifiés de proposer des dispositifs respectant les conditions exposées. »

ENGIE accueille favorablement la proposition de la CRE s'agissant de la mise en œuvre d'un Dispositif d'Échange d'Informations d'Exploitation (DEIE) pour la production sur le réseau de distribution.

La production d'ENR, essentiellement raccordée sur le RPD, nécessite un échange de données avec le gestionnaire de réseau dans le cadre de la conduite du réseau et sa gestion efficace. Le DEIE est un outil permettant de renforcer les moyens de gestion des réseaux et d'éviter certaines coupures ou de limiter des contraintes d'injection par une gestion en temps réel du réseau, avec la possibilité d'agir au plus près des contraintes.

ENGIE souhaite par ailleurs mettre l'accent sur les infrastructures « de communication » nécessaires au fonctionnement des échanges entre le producteur et le Gestionnaire du Réseau (GR) de Distribution.

En effet, **actuellement le GRD refuse de prendre en charge la pose de la Fibre Optique (FO) à l'occasion des travaux concernant l'ouvrage de raccordement.** Ceci conduit le producteur à devoir coordonner les travaux de pose des câbles HTA sous maîtrise d'ouvrage du GRD et ceux de pose de la FO relevant du Producteur (ce sont des interfaces supplémentaires, une obligation de passer une commande à l'installateur retenu par le GRD...).

Il conviendrait de clarifier la situation pour permettre une prise en charge de la pose de la fibre optique par le Gestionnaire de Réseau, ce qui permettrait un meilleur optimum économique.

*A noter : Dans le cadre du CURDE, le Gestionnaire de Réseau de Distribution a lancé une réflexion avec les fédérations et les producteurs sur un système regroupant tous les échanges entre le GRD et le producteur (comptage, télémesure, télé-action, etc...) ; **ENGIE demande la mise en place d'un système simple et robuste, avec des interfaces simplifiées, sécurisé contre les cyber-attaques, et permettant de diminuer les coûts.***

Pour cela, ENGIE est favorable aux propositions du GRD (Box-ENEDIS), toutefois ENGIE ne comprend pas pourquoi l'ensemble des échanges ne sont pas pris en compte au travers d'une seule interface (box-ENEDIS).

La fin des Réseaux Téléphoniques Commutés étant proche (début 2018), le processus de mise en œuvre du nouveau Dispositif d'Échange d'Informations d'Exploitation (EDEIE) devrait être accéléré car il y a donc urgence à établir des règles pour la mise en place d'un système performant de communication.

ENGIE accueille favorablement la proposition de la CRE s'agissant de la mise en œuvre d'un DEIE pour la production sur le réseau de distribution.

ENGIE demande qu'une réflexion soit rapidement engagée au sujet des liaisons de communication qui, de toute évidence, pourrait être optimisées, plus performantes et bénéfiques pour la collectivité.
